

L'Humanité : journal socialiste quotidien

Parti communiste français. Auteur du texte. L'Humanité : journal socialiste quotidien. 1921-03-16.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

Table with 3 columns: Location (Paris, Départements, Étranger), Duration (1 an, 6 mois, 3 mois), and Price (francs).

L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Fondateur : JEAN JAURÈS

Adresse Paris (2e) : 142, Rue Montmartre
Adresse Télégraphique : HUMANITE-PARIS
Téléphone : GUTENBERG 02-00
Publicité Annonces : 142, Rue Montmartre, 142

ADAPTONS AUX RÉALITÉS NOTRE PROPAGANDE

Si la besogne révolutionnaire n'exigeait que des mécontents, nous pourrions faire confiance à la classe capitaliste. Les paysans qui, brûlant les châteaux en juillet 1789, forcèrent les privilégiés au sacrifice du 4 août, ignorent le Contrat social. Ils souffraient : cela suffit pour la destruction. Mais parce qu'ils savaient surtout ce qu'ils ne voulaient plus, ils laissèrent la bourgeoisie s'installer dans leur victoire et en retirer les profits.

Le succès de la révolution qui vient est donc subordonné à la multiplication rapide des noyaux communistes qui serviront de conscience et de guides aux masses révoltées. Or seules quelques natures d'élite sont capables de venir directement au socialisme par sentiment ou par raison. La plupart des hommes, pour se détacher du capitalisme, ont besoin d'être atteints dans leur égoïsme. L'aiguillon de la souffrance fait des révoltés ; les meilleurs de ces révoltés, en étudiant les causes et les remèdes de leur souffrance, comprennent la nécessité d'une transformation totale : telle est la voie ordinaire du recrutement. Notre propagande dans les milieux paysans et ouvriers doit donc être d'abord essentiellement négative, s'attacher à démontrer au prolétariat que le régime capitaliste constitue pour lui un danger permanent.

Pour produire son maximum d'effet, cette propagande doit s'appuyer sur l'actualité, d'où la nécessité de la soumettre à une révision, à une mise au point constantes. Le parti dissident, qui s'obstine à rendre éternelles des méthodes préconisées par Jaurès avant la guerre alors que le milieu social différait totalement de celui d'aujourd'hui, se condamne par là à la stérilité. Mais si notre Parti, tout en constatant la situation nouvelle, essayait de l'exploiter avec les anciens moyens, il commettrait une faute analogue à celle de l'état-major de 1914 qui, connaissant la portée des canons et la puissance des explosifs modernes, engagea la guerre avec une tactique vieille d'un demi-siècle.

Que vaut actuellement la critique autrui formulée contre le capitalisme ? Lorsque, il y a quinze ans bientôt, guéri de l'utopie religieuse et de la parasitologie républicaine, j'allai d'instinct au socialisme, ne connaissant aucun militant, je cherchai dans la brochure le contenu d'une doctrine que j'ignorais encore. Brochures de propagande générale et de propagande agraire, je devérai les unes et les autres. Et il me sembla que déjà elles portaient souvent à faux.

Faites presque toutes sur le même modèle, elles reposaient principalement sur la concentration capitaliste : la machine-outil ruinait le forgeron du village ; la confection tuait le petit tailleur ; la grande propriété terrienne absorbait la petite. Dans la banque, le commerce, l'industrie, la concentration est évidente. Mais est-elle à déplorer ? Et le Parti s'attachait-il suffisamment à distinguer entre la concentration elle-même — qui augmente la richesse tout en diminuant le travail nécessaire à la produire — et l'usage néfaste qui en est fait dans le régime capitaliste ?

Et puis, pour que la concentration pût servir de levier révolutionnaire, il aurait fallu que l'insécurité de la petite boutique ou de l'atelier individuel fit à ses victimes un sort plus agréable que « l'enfer du salariat » où elles glissaient. Je vis la transformation s'opérer autour de moi. Le forgeron de mon village ne fabrique plus de charrues ni d'outils. Il est devenu représentant de machines agricoles et de cycles. Et tandis qu'autrefois le fer rougeoyait sur son enclume de cinq heures du matin à sept heures du soir, hiver comme été, aujourd'hui son travail se borne à quelques réparations légères. Et le nouveau mécanicien gagne sa vie tout aussi bien que l'ancien forgeron. L'homme d'équipe de la station qui desservait ma commune jouit de la journée de huit heures, tandis que le fondeur du roulier qu'il remplaçait claquait presque sans interruption sur les routes par tous les temps. Je connais mal la

ville. Mais qui pourrait assurer de le gérant de la Ruche Méridionale, de l'Épargne ou du Familistère, regrettent le temps où, dans leur boutique obscure, ils se livraient à des calculs sur la hausse ou la baisse possible des denrées. Il me semble donc que le Comité directeur du Parti, responsable de l'orientation donnée à la propagande, serait bien inspiré d'examiner si, même à la ville, l'argument tiré de la concentration capitaliste est capable de donner un rendement maximum.

Quant à la propagande paysanne, cet argument a fait son temps. En dépit de toutes les prophéties, la petite propriété terrienne résiste et se développe. Oh ! je ne donnerai pas de chiffres. Où trouver la statistique qui indique de façon précise les variations dans l'étendue et le nombre des exploitations et leurs causes ? Comment pouvoir affirmer, sans danger d'erreur, que telle diminution constatée dans le nombre des petites propriétés est la conséquence de la concentration et non celle de l'émigration vers les villes ?

Nous avons trop longtemps parlé aux paysans de cette absorption fatale des petits par les gros, du fardeau de l'hypothèque, de leur disparition certaine en tant que travailleurs indépendants. Allez donc dire à un homme bien portant qu'il mourra demain : il se tatera et vous rira au nez. Si vous insistez, il se fâchera peut-être, mais il ne vous croira pas. Or il suffisait de partager la vie des paysans pour constater que, même avant la guerre, la petite propriété se portait bien. A lire les brochures socialistes, il semblait que nos campagnes offraient le spectacle d'un étouffement lent mais sûr de l'exploitation familiale par le château. Or c'est exactement le contraire : dans la plupart des régions françaises, l'histoire moderne des campagnes est faite de l'assaut continu des santes-terre contre les grands domaines.

Assaut difficile, il est vrai. Ceux qui y ont participé savent combien d'efforts il exige et combien de qualités transmises du grand père au fils et au petit-fils. Quelques hectares libérés du « maître » cela suppose la collaboration incessante de plusieurs générations se surexploitant elles-mêmes, rognant sur la nourriture, le vêtement, s'interdisant tout plaisir. Certes, le paysan peut perdre, son « chez soi ». Mais c'est presque toujours par suite d'une défaillance individuelle. Il suffit d'un débauché, d'un paresseux, pour détruire en quelques années le résultat de tant de souffrances conjuguées. Et alors le petit, innocent de la faute paternelle, est contraint, comme l'aïeul, à se louer à douze ans, plus tard à prendre une métairie, à travailler toute sa vie pour les autres. Mais dans l'ensemble, la terre est infiniment plus facile à garder qu'à conquérir.

Montrer l'apreté de cette lutte et l'instabilité de leur victoire aux millions de paysans de ce pays qui retournent une terre qu'ils ne possèdent pas, opposer à ce régime l'organisation socialiste qui donnera et conservera la terre à ceux qui la travaillent : méthode infaillible pour atteindre l'esprit des masses rurales.

Renaud JEAN.

La manifestation de dimanche

La manifestation organisée par le Parti socialiste (S.F.I.C.) et l'Union des syndicats de la Seine pour commémorer le cinquantième de la Commune aura lieu dimanche prochain à Saint-Denis. Un défilé se déroulera du pont de Soissons aux fortifications. Des tribunes seront aménagées sur les terrains avoisinant les fortifications. Les délégués de l'Union, les membres du Comité directeur, les conseillers municipaux de Paris, les conseillers généraux de la Seine et les maires de la banlieue y prendront la parole. Nous donnerons demain les indications nécessaires pour l'organisation pratique de la manifestation. Celle-ci devra prendre un caractère grandiose et être digne des martyrs de l'insurrection de 1871.

LE COMITÉ DIRECTEUR.

Parti Socialiste - Union des Syndicats de la Seine FÉDÉRATION SOCIALISTE (S. F. I. C.) POUR LA COMMÉMORATION DE LA COMMUNE VENDREDI 18 MARS, à 20 h. 30 très précises SALLE WAGRAM, 39 bis, avenue de Wagram (17e) GRANDE CÉRÉMONIE ARTISTIQUE Organisée par « LES FÊTES DU PEUPLE » SOLI, CHŒURS ET ORCHESTRE (250 exécutants) sous la direction d'ALBERT DOYEN

PROGRAMME ALLOCUTIONS de SÉVERINE, MARCEL CACHIN, député de Paris, et TOMMASI, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine 1. Ode funèbre et triomphale (1903), Albert Doyen 2. Le 18 mars (extrait de l'Insurgé), J. Vallès 3. Appel aux énergies humaines, L.-A. Bourgaud-Ducoudray 4. Chant du 14 Juillet (fragment), E. Mithul 5. a) Louise Michel, b) Pour un de la Commune, G. Pichot 6. Les Beautés (IVe partie), C. Franck PRIX UNIQUE : 3 francs On trouve des places à l'Humanité, au Journal du Peuple, à la Vie Ouvrière, à l'Union des syndicats de la Seine. La grande fête d'art, organisée sous les auspices de la Fédération de la Seine, sera digne de son objet : la célébration du cinquantième de l'immortelle insurrection parisienne. Toutes les familles de nos militants voudront assister à cette grandiose solennité.

Pour relever les ruines...

CACHIN PROPOSE À LA CHAMBRE au nom des Communistes français et allemands L'ENTENTE DES DEUX PEUPLES

...Mais le Bloc n'en veut pas : Il préfère la guerre !

INTÉRESSANTS DISCOURS DE MM. JEAN HENNESSY ET VINCENT AURIOL

La salle se remplit dans un grondement qui tombe, d'un coup, au tintement léger de la sonnette du président : dans un frolement amoureux, parlant bas, la confiance aux lèvres, le couple Briand-Barthou vient de faire son entrée et de prendre place, mystérieux et seul, au banc ministériel. Derrière lui, effacé, furif, comme s'il venait de crocheter les portes de la salle avec une pince-monseigneur, M. Bonnet se glisse dans les travées d'extrême gauche, bifurque sur sa droite, et finit par s'asseoir tout en haut des bancs radicaux. Heureuse inspiration : ses anciens amis politiques lui tournent tout naturellement le derrière. Mais voilà que, tout d'un coup, part de la droite et du centre une salve d'applaudissements : c'est M. Le Corbellier, second bénéficiaire de l'escroquerie du 2e secteur, qui avance triomphalement, le monocle à l'œil et la moustache conquérante.

J'ai reçu, annonce le président, de MM. Jean Hennessy, Marcel Cachin, Maurice Dutreuil et Maurice Raynaud, Vincent Auriol et Sembat, Durafor, des demandes d'interpellation relatives à la Conférence de Londres. Quelle date le gouvernement propose-t-il ? M. Briand. — Le gouvernement aux ordres de la Chambre. Mais... Mais le gouvernement, peu pressé de croiser le fer, voudrait bien qu'on vote, au préalable, quelques projets financiers. La Chambre ne l'entend pas de cette oreille. De nombreux bancs, on réclame la discussion générale. On vote à mains levées... On vote par assis et levés... Et la Chambre ordonne la discussion générale.

Intervention de M. Jean Hennessy Dans le brouhaha des conversations, M. Jean Hennessy commence un discours trop solide et trop sensé pour ne pas être déplacé dans un pareil milieu : « Qu'allons-nous faire ? demande-t-il. Nous coupons, avec nos Alliés, de nouveaux territoires au-delà du Rhin et de nouvelles villes allemandes. Avons-nous pris des gages ou des sanctions ? S'agit-il de coercition momentané ou d'occupation définitive ? Il faut le dire. « Le mode de paiement libérateur pour les Allemands le plus aisé est de transférer de marchandises et de main-d'œuvre chez nous. » M. Crespel. — Les régions dévastées sont unanimes pour repousser cette solution ! Goniaux. — Elles demandent surtout que leurs maisons soient relevées ! Mais de cela le bloc national n'a cure. Ce qu'il lui faut, ce sont des haïnes et des guerres. Enfanté par elles, il ne peut vivre que d'elles.

Cachin : Une tempête Aussi, il faut voir quel accueil est réservé à Cachin / A droite et au centre, dès les premiers mots, c'est une forte houle. Et de la houle surgit bientôt la tempête... On trouvera d'autre part, le texte complet du discours de notre ami, haché, à la début, d'interjections, d'invectives, d'ironies qui voulaient être outrageantes. Raidi sous les années, Cachin tint tête à la meute frénétique, conduite, du haut du fauteuil présidentiel, par M. Raoul Péret : — Vous n'êtes pas qualifié pour parler en accusateur ! prononçait M. Le Provost de Launay. — C'est une honte pour le pays ! criait d'une voix aiguë... le sieur Lacotte. — Boche ! Vous avez reconnu dans cette dernière oratoire une spécialité de M. Erlich. Le M. Erlich est souffleté sur l'heure d'une main méprisante : Cachin. — Tiens ! Judas Erlich qui se permet encore de m'interrompre ! (Applaudissements à l'extrême-gauche. — Vives réclamations à gauche, au centre et à droite.) M. Erlich. — C'est la seconde fois que l'homme qui est à cette tribune m'insulte... Voix à l'extrême-gauche. — On n'insulte pas Erlich ! M. Erlich. — Vous comprenez bien qu'il m'insulte aujourd'hui, parce qu'il y a deux jours Paris a condamné les agents de l'étranger. (Vifs applaudissements au centre et à droite.) Cachin. — Vous me laissez insulter, monseigneur le président ! (Applaudissements à l'extrême-gauche. — Bruit.) — Laissez parler M. Erlich. C'est vous qui avez soulevé cet incident personnel misérable, M. Cachin, s'écrie M. Raoul Péret, roidi dans son froc comme un valet. — J'ai naturellement autre chose à faire, reprend Cachin, que de relever les propos d'Erlich. Et notre ami, poursuivant son discours, fait entendre sous les clameurs furibondes de la majorité, la voix courroucée du socialisme.

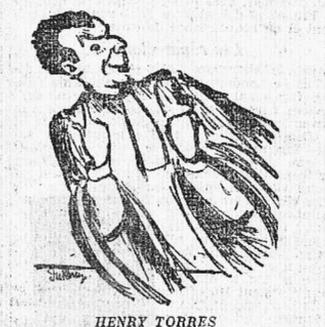
Le discours de Vincent Auriol Après un discours de M. Dutreuil, qu'on écoute avec résignation, Vincent Auriol, très soutenu à l'extrême gauche et à gauche, présente une vive critique de notre politique des réparations. Il le fit sous une forme très claire et très appréciée, accrochant ses démonstrations avec une précision géométrique. Vincent Auriol. — Je rappelle qu'au moment de la discussion des accords de Paris, j'ai prédit que la route partant de Versailles allait nous conduire à une impasse. Nous y sommes aujourd'hui. La parole est au maréchal Foch, comme porteur de contrainte, à-t-on dit, mais quel sera le résultat de la sommation ? D'autre part, si les Allemands n'acceptent que du bout des lèvres nos conditions, c'est alors la paix armée qui recommence, alors que la France avait fait la guerre, pour que cette guerre fut la dernière ! (Appl.) Et si l'Allemagne est passive, qu'arrivera-t-il ? M. Briand. — Elle aurait tort de jouer cette carte ! « Nous sommes, continue Auriol, dans une situation inquiétante qu'il faut révéler au pays :

« Crise économique effroyable ! et 55 milliards à trouver cette année, en face desquels nous ne pouvons mettre que 23 milliards de ressources. « Comment allons-nous faire ? Vous allez laisser passer l'heure du prélèvement sur le capital, c'est trop tard aujourd'hui ; il est fait par l'abaissement des prix et des valeurs et sans profit pour personne (Appl. à l'extrême-gauche.) Le remède, pour la France ? Il est dans la solidarité financière inter-alliée et internationale. Si l'Europe entière était intéressée à l'œuvre des réparations, on pourrait obtenir la commande financière de l'Amérique. Et Auriol conclut, très vivement applaudi : « Ce plan de restauration n'est pas dans le domaine du rêve, quand on songe à tout ce que la foi, l'esprit de justice ou de liberté, ont créé dans le monde. Si la bourgeoisie moderne est incapable de cet idéalisme, elle signera son abdication et la classe ouvrière fixera elle-même son destin. Après une intervention de M. Durafor, la suite de la discussion est renvoyée à aujourd'hui, 15 heures.

COMITÉ D'ACTION CONTRE LA GUERRE AUJOURD'HUI, A 18 HEURES 30 Grands meetings contre la Guerre A LEVALLOIS-PERRET Salle des Fêtes de la mairie A PANTIN-AUBERVILLIERS Salle des Conférences d'Aubervilliers avenue de la République Concours assuré d'organes de l'Union des syndicats de la Seine, de la Fédération de la Seine du Parti socialiste (S.F.I.C.), de l'Union anarchiste, du Comité de défense sociale, de l'A.R.A.C., de la Fédération ouvrière des mutilés, des Jeunesses communistes et syndicalistes et de l'Association des veuves de guerre. Les camarades disponibles sont convoqués à 7 heures du matin, à la Maison communale, rue Cavé, 28, à Levallois, pour la distribution de tracts. IRLANDE... par BOUR Lloyd George. — C'est ma petite guéguerre à moi tout seul.

Le Gouvernement sur la sellette DEUX MAGNIFIQUES PLAIDOIRIES Dans les procès criminels l'avocat général représente la loi, et un avoué la partie civile. Dans votre complot, c'est le gouvernement qui est partie civile, et, quand il prétend requérir pour la loi, l'avocat général ne requiert que pour le gouvernement. M. ANTONIO COEN. M. HENRY TORRES.

M. OUSTRY PRÉSENTE ÉLOQUEMMENT LA DÉFENSE DE BOTT La main sur la conscience, comme on dit — et la conscience, pour lui, c'est le Code pénal — M. Drioux peut attester par ses mimiques l'effroi, l'épouvante ou la peur, il n'empêchera pas que cette journée d'audience soit, dans le procès, sa condamnation, la vôtre, M. l'avocat général. « Prends l'éloquence et tords-lui le cou », disait Verlaine. M. le président peut es-



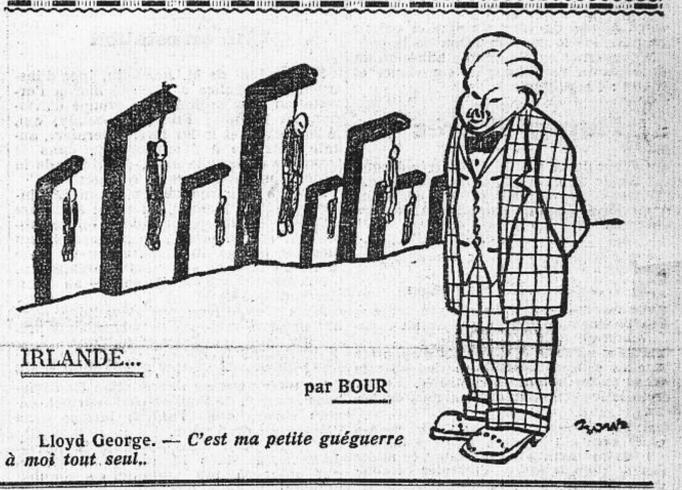
Antonio Coen présente la défense de Souvarine, qui n'est pas seulement un intel-

L'ANGLETERRE VA RECONNAÎTRE EN FAIT LE GOUVERNEMENT DES SOVIETS

Le traité de commerce doit être signé aujourd'hui

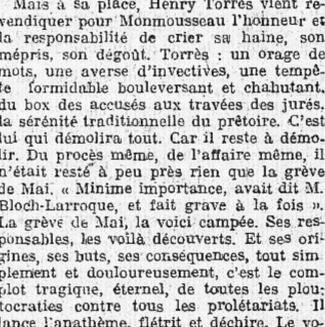
Londres, 15 mars. — (Par téléphone de notre correspondant particulier). — Krassine et Sir Robert Horne ont eu deux entretiens aujourd'hui, au cours desquels les dernières difficultés ont été aplanies. Cette ultime phase des négociations qui ont duré douze mois, était prévue depuis hier soir, après la réunion du cabinet qui a examiné les amendements présentés par Krassine vendredi dernier. Au cours de cette réunion, le groupe Curzon a fait une dernière tentative pour retarder la signature et a essayé à plusieurs reprises d'orienter la discussion vers le terrain politique. Lord Curzon a échoué et Sir Robert Horne a étudié avec Krassine une rédaction des amendements qui pût satisfaire les deux parties. Après une heure et demie de discussion, Krassine et Sir Horne se sont mis d'accord. Les principaux points en discussion étaient naturellement, les clauses politiques du préambule, spécialement en ce qui concerne la propagande dans certaines contrées déterminées. Des concessions mutuelles ont été faites : le gouvernement a accepté de ne laisser sur sa liste que l'Inde

et l'Afghanistan excluant l'Asie Mineure et la Perse. De son côté, Krassine a accepté de retrancher « les Etats faisant précédemment partie de l'Empire russe ». Le gouvernement britannique maintient son engagement de ne donner aucune aide d'aucune sorte à une action « blanche » ou à une propagande qui serait dirigée contre la Russie des Soviets. Un amendement de Krassine demandait pour les navires russes la liberté de la navigation en haute mer, dans les canaux et sur les rivières navigables ; il a été accepté. Il en fut de même de l'amendement prévoyant l'annulation du traité au cas où les tribunaux britanniques autoriseraient la saisie de l'or ou de marchandises russes importées. Après quelques modifications, le projet sera définitivement debout. Le traité sera probablement signé demain matin. D'après les paroles de Sir Horne prononcées la semaine dernière aux Communions, la République socialiste fédérale russe des Soviets sera, de par la signature du traité, reconnue de facto, par le gouvernement du Royaume-Uni.



Le Gouvernement sur la sellette DEUX MAGNIFIQUES PLAIDOIRIES Dans les procès criminels l'avocat général représente la loi, et un avoué la partie civile. Dans votre complot, c'est le gouvernement qui est partie civile, et, quand il prétend requérir pour la loi, l'avocat général ne requiert que pour le gouvernement. M. ANTONIO COEN. M. HENRY TORRES.

M. OUSTRY PRÉSENTE ÉLOQUEMMENT LA DÉFENSE DE BOTT La main sur la conscience, comme on dit — et la conscience, pour lui, c'est le Code pénal — M. Drioux peut attester par ses mimiques l'effroi, l'épouvante ou la peur, il n'empêchera pas que cette journée d'audience soit, dans le procès, sa condamnation, la vôtre, M. l'avocat général. « Prends l'éloquence et tords-lui le cou », disait Verlaine. M. le président peut es-



Antonio Coen présente la défense de Souvarine, qui n'est pas seulement un intel-

l'analyse avec une clarté qui le rend

Intelligible à tous cet article 89 que, pour les besoins de la cause, l'avocat général avait rendu incompréhensible.

Au professeur Garçon il oppose le professeur Garçon. Le réquisitoire définitif avait fait des emprunts à M. de Berville, ex-avocat général. Coen, qui ne laisse rien passer, complète la documentation insuffisante du substitut Durand.

Voilà donc l'article 89 mis au point. Il faut une résolution arrêtée, concertée, dans le but de commettre un attentat.

Où est le complot ? Pour créer un lien factice, l'accusation a inventé de toutes pièces la compléxité de Moscou !

La compléxité de Moscou, on a cru l'établir à l'aide de lettres. Mais comme ces lettres sont insuffisantes, même pour l'accusation qui, cependant, se contente de peu, on a été obligé, ne pouvant trouver un complot direct, d'inventer un complot indirect, que Coen qualifie, heureusement, de « complot par procureur ».

Le procureur, dans l'espèce, c'est le bureau d'Amsterdam.

Et le bureau d'Amsterdam était-il lui-même un agent de Moscou ? Le 30 avril 1920 l'avocat général a oublié de dire — il était supprimé par le Comité exécutif de Moscou parce qu'il défendait des idées opposées aux siennes.

Et Coen conclut : Le complot par procureur n'existe même pas !

Qui poursuit-on ? Puis Coen se dresse en accusateur. Qui poursuit-on ici, demande-t-il ?

Sont-ce les défenseurs de la Révolution russe ? Mais Goethe fut en son temps le défenseur de la Révolution française !

Sont-ce les adhérents à la III^e Internationale ? Mais la III^e Internationale, c'est tout le socialisme !

Ces hommes constituent-ils un danger social ?

Il n'est pas donné, dit Coen, au penseur isolé de troubler la marche de l'histoire. Ce n'est pas leur action correspond à un moment de l'histoire, la condamnation qui les frapperait ne serait qu'un grain de sable emporté par le torrent.

Est-ce au nom d'une morale sociale qu'on demande une condamnation ?

Ce n'est pas au nom d'une morale sociale, Servet et Pasteur lui-même menacé de poursuites pour exercice illégal de la médecine !

Veut-on faire le procès des internationalistes, au nom des quinze cent mille morts qui sont les nôtres aussi bien que les vôtres ?

Vous oubliez, M. l'avocat général, que Mme Souvarine entendait votre réquisitoire et qu'un de ses fils est un des morts dont vous parlez !

Et il cite cette forte parole de Montaigne : « Si je savais quelque chose qui fût utile à ma patrie et nuisible à l'humanité, je le regarderais comme un crime ».

Coen attend du jury un verdict qui ne sera pas plus la condamnation de la politique gouvernementale qu'une adhésion au Communisme, un verdict de conscience et d'équité ; l'acquiescement.

Henry Torrès

Au début de sa plaidoirie, Torrès évoque le souvenir de ceux qui furent ses prédécesseurs illustres dans la défense des libertés ouvrières. Aristide Briand et Alexandre Millerand.

De reste, ajouta-t-il, je suis trop indiscipliné par tempérament pour m'arrêter plus longtemps à cet exemple.

L'insaisissable accusation Avec force, il empoigne ensuite corps à corps l'accusation qui va passer un mauvais quart d'heure.

L'avocat général s'est permis d'apporter au cours de son réquisitoire des paroles pour le moins haineuses contre M. Malvy. Torrès le rappelle durement à plus de pudeur.

C'est M. Malvy qui a expulsé de France Trotsky avec qui on nous reproche aujourd'hui des relations. S'il avait pu à ce même moment, votre ministre, d'inventer ce complot au lieu d'en laisser son auteur se débrouiller, vous auriez requis en son nom avec le même zèle à ses ordres !

L'adhésion au Comité de la III^e Internationale ne saurait justifier l'accusation.

Mais le fait qu'elle est retenue comme élément principal caractéristique cette accusation.

Pourquoi ceux-là ? Torrès va ensuite parler des grèves de mai. L'accusation a voulu éviter d'en parler. Pourtant elles ont bien été l'origine de nombreuses arrestations.

Ces grèves, ce sont la mauvaise foi et le reniement des compagnies et du gouvernement qui en ont été les vraies causes après la violation de l'accord de février.

Quel a été le rôle de Monmousseau ? Exécuter le mandat à lui donné par le congrès de Japy. Quels actes personnels peut-on lui reprocher ?

Est-ce à avoir écrit et signé dans le Journal du Peuple un article intitulé « Mademoiselle Chaillé et surtout la nationalisation », mais ce but, c'était celui de la C.G.T., c'était le programme de la C.G.T. auquel Monmousseau du reste n'adhéra que par discipline.

L'oligarchie financière contre le travail C'est un attentat contre les libertés ouvrières, contre le droit de grève, qui est tenté en ce moment. La 3^e République, violant la loi qu'Emile Ollivier faisait accepter à l'Empire libéral, quel spectacle !

On a voulu incriminer les mobiles de la grève et surtout la nationalisation, mais ce but, c'était celui de la C.G.T., c'était le programme de la C.G.T. auquel Monmousseau du reste n'adhéra que par discipline.

L'oligarchie financière contre le travail C'est un attentat contre les libertés ouvrières, contre le droit de grève, qui est tenté en ce moment. La 3^e République, violant la loi qu'Emile Ollivier faisait accepter à l'Empire libéral, quel spectacle !

On a voulu incriminer les mobiles de la grève et surtout la nationalisation, mais ce but, c'était celui de la C.G.T., c'était le programme de la C.G.T. auquel Monmousseau du reste n'adhéra que par discipline.

L'oligarchie financière contre le travail C'est un attentat contre les libertés ouvrières, contre le droit de grève, qui est tenté en ce moment. La 3^e République, violant la loi qu'Emile Ollivier faisait accepter à l'Empire libéral, quel spectacle !

On a voulu incriminer les mobiles de la grève et surtout la nationalisation, mais ce but, c'était celui de la C.G.T., c'était le programme de la C.G.T. auquel Monmousseau du reste n'adhéra que par discipline.

L'oligarchie financière contre le travail C'est un attentat contre les libertés ouvrières, contre le droit de grève, qui est tenté en ce moment. La 3^e République, violant la loi qu'Emile Ollivier faisait accepter à l'Empire libéral, quel spectacle !

On a voulu incriminer les mobiles de la grève et surtout la nationalisation, mais ce but, c'était celui de la C.G.T., c'était le programme de la C.G.T. auquel Monmousseau du reste n'adhéra que par discipline.

L'oligarchie financière contre le travail C'est un attentat contre les libertés ouvrières, contre le droit de grève, qui est tenté en ce moment. La 3^e République, violant la loi qu'Emile Ollivier faisait accepter à l'Empire libéral, quel spectacle !

On a voulu incriminer les mobiles de la grève et surtout la nationalisation, mais ce but, c'était celui de la C.G.T., c'était le programme de la C.G.T. auquel Monmousseau du reste n'adhéra que par discipline.

L'oligarchie financière contre le travail C'est un attentat contre les libertés ouvrières, contre le droit de grève, qui est tenté en ce moment. La 3^e République, violant la loi qu'Emile Ollivier faisait accepter à l'Empire libéral, quel spectacle !

On a voulu incriminer les mobiles de la grève et surtout la nationalisation, mais ce but, c'était celui de la C.G.T., c'était le programme de la C.G.T. auquel Monmousseau du reste n'adhéra que par discipline.

L'oligarchie financière contre le travail C'est un attentat contre les libertés ouvrières, contre le droit de grève, qui est tenté en ce moment. La 3^e République, violant la loi qu'Emile Ollivier faisait accepter à l'Empire libéral, quel spectacle !

On a voulu incriminer les mobiles de la grève et surtout la nationalisation, mais ce but, c'était celui de la C.G.T., c'était le programme de la C.G.T. auquel Monmousseau du reste n'adhéra que par discipline.

L'oligarchie financière contre le travail C'est un attentat contre les libertés ouvrières, contre le droit de grève, qui est tenté en ce moment. La 3^e République, violant la loi qu'Emile Ollivier faisait accepter à l'Empire libéral, quel spectacle !

LA DECLARATION

du groupe parlementaire socialiste (S.F.I.C.)

Devant la conférence de Londres qui vient de s'achever, furent discutés : 1^o Les problèmes d'Orient ; 2^o Les accords interalliés du 29 janvier à Paris.

Voici les observations des membres de notre groupe communiste sur les décisions qui sont soumises au jugement de la Chambre et du pays.

LA CILICIE

L'on nous annonce une suspension d'armes en Cilicie. L'expédition engagée là-bas contre le contentement de la France se soldera pour la nation par les plus pénibles, les plus douloureux et les plus inutiles sacrifices d'hommes et d'argent. Nous n'avons cessé dès le début de l'aventure, en 1919, d'élever notre protestation.

Par combien de centaines de millions gaspillés en une partie allouée au chiffre 7. Combien de morts et de mutilés abandonnés dans le désert, à Royat, à Ain-Tah, à Ain-Ferkhat, dans tout le delta soulevé jusqu'aux montagnes du Taurus ?

Jamais le gouvernement n'osa avouer publiquement le bilan. Il s'est obstiné durant 16 mois à dilapider sans résultat les ressources financières et à verser le sang des soldats.

Au moins aujourd'hui va-t-on franchement reconnaître l'erreur, et abandonner l'expédition condamnée ? Non, on ne quitte pas encore cette région ; nos troupes continueront d'y stationner pendant une période dont le terme n'est pas fixé.

Nos colonialistes ont en effet depuis longtemps jeté leur dévolu sur Alexandrette et son hinterland. La trêve consentie entre Kemal et le général Orsay, réservée à nos hommes d'affaires et à nos financiers l'espérance d'avantages économiques ultérieurs. On nous apercevons bien l'intérêt que peut escompter de ces opérations futures l'impérialisme des capitalistes.

Mais au dire des savants désintéressés, et renseignés, la France devrait là-bas des milliards (avant d'être équipé industriellement le pays) à l'Entente. L'entente n'a rien fait. L'Entente ottomane, retirée définitivement toutes nos troupes et, après avoir scruté le caducif de nos caisses publiques, renoncez aux rêves malins de nos mégalomanes qui vous obligent à prolonger cette désastreuse aventure !

LA SYRIE

Si l'on est convenu à Londres d'une évacuation à temps de la Cilicie, il y fut pas question de notre départ de Syrie. Au contraire, le général Orsay prétend y exécuter jusqu'au bout le mandat qu'il tient des accords franco-anglais de 1916. La vérité, c'est que notre Haut-commissaire poursuit en Syrie, une politique de colonisation et de conquête.

Elle nous a déjà coûté, elle aussi, fort cher, et nous n'avons pas fini de jeter de l'or à ce gouffre. Une armée de 40.000 hommes occupe le pays entier, et son entretien exige de notre trésor, plusieurs centaines de millions par an. Nous voulons donner à une nation qui ne peut pas de notre domination. Depuis l'occupation des grandes villes de l'intérieur, et depuis l'application du décret paru le 11 décembre 1920, l'Officiel, la population syrienne connaît décemment les intentions du gouvernement français. Nos officiers ont transporté là-bas les méthodes d'administration des colonies arabes. Sous la vague et hypocrite appellation du mandat, c'est l'occupation, c'est l'asservissement d'un peuple auquel nous avions solennellement promis l'indépendance. Et dans une récente réunion de la Commission des Affaires étrangères, le général Orsay, président de la conférence, lui-même, se faisait l'écho des plaintes des Arabes du Levant.

La France possède dans toutes les parties du monde des colonies immenses, dont elle ne peut assurer le développement, le progrès, la mise en valeur. Elle ne peut que se contenter de l'exploitation et de l'exploitation de la main-d'œuvre des populations indigènes. C'est à ce moment-là que nos diplomates et nos hommes d'affaires (c'est souvent la même chose) rêvent d'annexer par surcroît de nouveaux pays, de violenter des populations dignes d'être libres.

Laissons à la Syrie son autonomie et son unité. La France l'a fait intervenir dans la guerre, elle a contracté envers elle des obligations formelles ; ce peuple réclame aujourd'hui le respect de la parole donnée. Il serait de l'intérêt et de l'honneur de notre pays, de démissionner, de consentir à entretenir contre lui la force militaire d'oppression et le système administratif de contrainte que nous lui imposons contre tout droit. Nous réclamons l'évacuation de la Syrie, comme celle de la Cilicie !

L'ALLEMAGNE

La question du désarmement D'après les compte-rendus de la Conférence de Londres, il ne semble pas que la question du désarmement de l'Allemagne ait retenu, comme elle le méritait, l'attention des Alliés en leurs récents pourparlers.

On nous rappelle périodiquement que les réacteurs et les impérialistes germaniques ont conservé dans leur pays, toute leur puissance de nuire et tout leur crédit. Mais les Alliés eurent au moins depuis l'armistice, la faculté de les désarmer. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ?

La situation de l'Allemagne ne dépend pas d'un jour devant la Chambre qu'il avait laissé au gouvernement du Reich, après novembre 1918 les milliers de mitrailleuses nécessaires pour écraser la Révolution sociale qui grondait dans l'ancien Empire. C'est une politique que nous comprenons. Mais cette politique, nous la jugeons mauvaise. Mais cette politique, nous la jugeons mauvaise. Mais cette politique, nous la jugeons mauvaise.

« Nous sommes disposés à tenir compte de ces circonstances. » De cet état d'esprit de M. Lloyd George comme des autres M. Clemenceau, nous sommes en droit de conclure, qu'à nous, qui si depuis deux années l'Allemagne réactionnaire ne fut pas désarmée, c'est que les classes dirigeantes de France et d'Angleterre l'ont voulu délibérément et en connaissance de cause.

LES REPARATIONS

Après le désarmement, les réparations, les décisions de Londres placent les peuples de l'Europe Occidentale dans la position la plus dangereuse. Lors de notre discussion relative aux conventions de Paris du 29 janvier, le Président du Sénat prononça à cette tribune des paroles fort sévères contre le traité de Versailles, que cinq ou six conférences interalliées périodiquement réunies depuis 1919 n'avaient pu rendre viable et applicable.

Les stipulations de Versailles furent reconnues impayables par le chef même du gouvernement, l'accord de Boulogne avait été antérieurement écarté ; il ne restait donc plus que la convention de Paris de fin janvier. Bien que l'Allemagne l'ait repoussé à Londres, doit-elle rester en vigueur ? Les officieux déclarent que les réparations des officieux. Et voici le Temps du 23 mars qui proclame : « Le Concordat du 29 janvier n'est plus. Conservons nos gages et exécutons le traité. » Comment nous reconnaître en cette extrême confusion ?

« Boulogne, les Alliés avaient fixé le montant des dettes allemandes à 269 milliards mark-franc. Paris ramena la somme payable en 42 ans à 226 milliards que les diverses nations devaient se partager d'après un certain prorata. »

« Ni le chiffre total, ni le mode de répartition, entre autres, de ce nombre de milliards ne donnent satisfaction à l'esprit de justice et au simple bon sens. »

Calculer sur 15 ou 20 ou 30 ans ou 40 ans d'ici est un jeu puéril. Que sera l'Europe dans un temps même beaucoup plus proche qui pourra se fêter d'établir des finances saines et de pareilles rentrées échelonnées durant près d'un demi-siècle ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

LA DECLARATION

du groupe parlementaire socialiste (S.F.I.C.)

Devant la conférence de Londres qui vient de s'achever, furent discutés : 1^o Les problèmes d'Orient ; 2^o Les accords interalliés du 29 janvier à Paris.

Voici les observations des membres de notre groupe communiste sur les décisions qui sont soumises au jugement de la Chambre et du pays.

LA CILICIE

L'on nous annonce une suspension d'armes en Cilicie. L'expédition engagée là-bas contre le contentement de la France se soldera pour la nation par les plus pénibles, les plus douloureux et les plus inutiles sacrifices d'hommes et d'argent. Nous n'avons cessé dès le début de l'aventure, en 1919, d'élever notre protestation.

Par combien de centaines de millions gaspillés en une partie allouée au chiffre 7. Combien de morts et de mutilés abandonnés dans le désert, à Royat, à Ain-Tah, à Ain-Ferkhat, dans tout le delta soulevé jusqu'aux montagnes du Taurus ?

Jamais le gouvernement n'osa avouer publiquement le bilan. Il s'est obstiné durant 16 mois à dilapider sans résultat les ressources financières et à verser le sang des soldats.

Au moins aujourd'hui va-t-on franchement reconnaître l'erreur, et abandonner l'expédition condamnée ? Non, on ne quitte pas encore cette région ; nos troupes continueront d'y stationner pendant une période dont le terme n'est pas fixé.

Nos colonialistes ont en effet depuis longtemps jeté leur dévolu sur Alexandrette et son hinterland. La trêve consentie entre Kemal et le général Orsay, réservée à nos hommes d'affaires et à nos financiers l'espérance d'avantages économiques ultérieurs. On nous apercevons bien l'intérêt que peut escompter de ces opérations futures l'impérialisme des capitalistes.

Mais au dire des savants désintéressés, et renseignés, la France devrait là-bas des milliards (avant d'être équipé industriellement le pays) à l'Entente. L'entente n'a rien fait. L'Entente ottomane, retirée définitivement toutes nos troupes et, après avoir scruté le caducif de nos caisses publiques, renoncez aux rêves malins de nos mégalomanes qui vous obligent à prolonger cette désastreuse aventure !

LA SYRIE

Si l'on est convenu à Londres d'une évacuation à temps de la Cilicie, il y fut pas question de notre départ de Syrie. Au contraire, le général Orsay prétend y exécuter jusqu'au bout le mandat qu'il tient des accords franco-anglais de 1916. La vérité, c'est que notre Haut-commissaire poursuit en Syrie, une politique de colonisation et de conquête.

Elle nous a déjà coûté, elle aussi, fort cher, et nous n'avons pas fini de jeter de l'or à ce gouffre. Une armée de 40.000 hommes occupe le pays entier, et son entretien exige de notre trésor, plusieurs centaines de millions par an. Nous voulons donner à une nation qui ne peut pas de notre domination. Depuis l'occupation des grandes villes de l'intérieur, et depuis l'application du décret paru le 11 décembre 1920, l'Officiel, la population syrienne connaît décemment les intentions du gouvernement français. Nos officiers ont transporté là-bas les méthodes d'administration des colonies arabes. Sous la vague et hypocrite appellation du mandat, c'est l'occupation, c'est l'asservissement d'un peuple auquel nous avions solennellement promis l'indépendance. Et dans une récente réunion de la Commission des Affaires étrangères, le général Orsay, président de la conférence, lui-même, se faisait l'écho des plaintes des Arabes du Levant.

La France possède dans toutes les parties du monde des colonies immenses, dont elle ne peut assurer le développement, le progrès, la mise en valeur. Elle ne peut que se contenter de l'exploitation et de l'exploitation de la main-d'œuvre des populations indigènes. C'est à ce moment-là que nos diplomates et nos hommes d'affaires (c'est souvent la même chose) rêvent d'annexer par surcroît de nouveaux pays, de violenter des populations dignes d'être libres.

Laissons à la Syrie son autonomie et son unité. La France l'a fait intervenir dans la guerre, elle a contracté envers elle des obligations formelles ; ce peuple réclame aujourd'hui le respect de la parole donnée. Il serait de l'intérêt et de l'honneur de notre pays, de démissionner, de consentir à entretenir contre lui la force militaire d'oppression et le système administratif de contrainte que nous lui imposons contre tout droit. Nous réclamons l'évacuation de la Syrie, comme celle de la Cilicie !

L'ALLEMAGNE

La question du désarmement D'après les compte-rendus de la Conférence de Londres, il ne semble pas que la question du désarmement de l'Allemagne ait retenu, comme elle le méritait, l'attention des Alliés en leurs récents pourparlers.

On nous rappelle périodiquement que les réacteurs et les impérialistes germaniques ont conservé dans leur pays, toute leur puissance de nuire et tout leur crédit. Mais les Alliés eurent au moins depuis l'armistice, la faculté de les désarmer. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait ?

La situation de l'Allemagne ne dépend pas d'un jour devant la Chambre qu'il avait laissé au gouvernement du Reich, après novembre 1918 les milliers de mitrailleuses nécessaires pour écraser la Révolution sociale qui grondait dans l'ancien Empire. C'est une politique que nous comprenons. Mais cette politique, nous la jugeons mauvaise. Mais cette politique, nous la jugeons mauvaise.

« Nous sommes disposés à tenir compte de ces circonstances. » De cet état d'esprit de M. Lloyd George comme des autres M. Clemenceau, nous sommes en droit de conclure, qu'à nous, qui si depuis deux années l'Allemagne réactionnaire ne fut pas désarmée, c'est que les classes dirigeantes de France et d'Angleterre l'ont voulu délibérément et en connaissance de cause.

LES REPARATIONS

Après le désarmement, les réparations, les décisions de Londres placent les peuples de l'Europe Occidentale dans la position la plus dangereuse. Lors de notre discussion relative aux conventions de Paris du 29 janvier, le Président du Sénat prononça à cette tribune des paroles fort sévères contre le traité de Versailles, que cinq ou six conférences interalliées périodiquement réunies depuis 1919 n'avaient pu rendre viable et applicable.

Les stipulations de Versailles furent reconnues impayables par le chef même du gouvernement, l'accord de Boulogne avait été antérieurement écarté ; il ne restait donc plus que la convention de Paris de fin janvier. Bien que l'Allemagne l'ait repoussé à Londres, doit-elle rester en vigueur ? Les officieux déclarent que les réparations des officieux. Et voici le Temps du 23 mars qui proclame : « Le Concordat du 29 janvier n'est plus. Conservons nos gages et exécutons le traité. » Comment nous reconnaître en cette extrême confusion ?

« Boulogne, les Alliés avaient fixé le montant des dettes allemandes à 269 milliards mark-franc. Paris ramena la somme payable en 42 ans à 226 milliards que les diverses nations devaient se partager d'après un certain prorata. »

« Ni le chiffre total, ni le mode de répartition, entre autres, de ce nombre de milliards ne donnent satisfaction à l'esprit de justice et au simple bon sens. »

Calculer sur 15 ou 20 ou 30 ans ou 40 ans d'ici est un jeu puéril. Que sera l'Europe dans un temps même beaucoup plus proche qui pourra se fêter d'établir des finances saines et de pareilles rentrées échelonnées durant près d'un demi-siècle ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

Puis sous quelles espèces pourraient s'effectuer d'aussi énormes paiements ? Ni sous forme de marks or, ni sous forme de marks papier (ce qui est le cas) elle ne peut que se désolée mentalement par l'importation des marchandises. L'Allemagne devrait donc d'ouvrir le fournisseur des Alliés, ses exportations devraient être non marchées ; par milliards, ses produits devraient pénétrer chez les Alliés. Mais, à cette date, nous n'entendons pas les Anglais qui déclarent déjà qu'il faudra prôner le fabricant et l'ouvrier britanniques contre ce dumping d'un nouveau genre ?

LA DECLARATION

du groupe parlementaire socialiste (S.F.I.C.)

Devant la conférence de Londres qui vient de s'achever, furent discutés : 1^o Les problèmes d'Orient ; 2^o Les accords interalliés du 29 janvier à Paris.

Voici les observations des membres de notre groupe communiste sur les décisions qui sont soumises au jugement de la Chambre et du pays.

NOUVELLES INTERNATIONALES ★ DERNIÈRE HEURE



FEDERATION SPORTIVE DU TRAVAIL

La crise internationale

LES SANCTIONS & LE CAPITALISME

On ne voit pas encore très clair dans la situation générale qu'a créée la mise en œuvre des sanctions internationales. Tout ce qu'on discerne au premier abord, c'est qu'elles ont engendré une tension supplémentaire, accru les possibilités de guerre, et reconforté les chauvins et pangermanistes de tous pays.

Le gouvernement allemand se rend fort bien compte qu'il est pris entre le prolétariat révolutionnaire et les nationalistes, dont la Bavière est actuellement le réduit. L'essai de gagner du temps, de calmer ceux-ci et celui-là. Les gouvernements alliés, après avoir accompli un premier coup de force, en accomplissent volontiers un second, mais ils ne sont pas d'accord sur l'ampleur du geste à faire, et eux aussi se heurtent à une volonté bien arrêtée des masses ouvrières.

Un journal berlinois annonçait hier que les pourparlers entre l'Allemagne et les alliés reprendraient au début d'avril. Il se pourrait, en effet, que le premier feu tombé de part et d'autre, on rouvrirait les conversations sous une forme plus ou moins solennelle.

Le capitalisme, des deux côtés du Rhin, souffre de la situation présente, ou du moins un certain capitalisme, car si les métallurgistes rêvent partout d'une nouvelle collision armée, les financiers et une partie des commerçants ne pensent pas comme eux. Les sanctions sont lourdes pour l'Allemagne — qu'on considère l'occupation des trois ports, ou le prélèvement de 50 % ou l'établissement du cordon douanier.

D'abord, en frappant l'Allemagne dans sa production et dans ses échanges, on diminue pour l'avenir son activité et sa capacité de payer. Ensuite, en l'incitant à limiter son importation dans les pays alliés, on restreint du même coup les exportations de ces pays alliés à l'adresse du Reich, et par conséquent l'industrie française, anglaise, etc., se sent lésée au moment précis où le chômage atteint à un ampleur exceptionnelle.

C'est l'histoire du blocus continental qui recommence. Le capitalisme de l'Entente, dans son aveuglement, dans son amour de la force brutale, n'a pas calculé la répercussion exacte de ses gestes. Il s'est porté un coup redoutable. Il lui reste à imiter jusqu'au bout Napoléon et à rompre avec le monde entier pour appliquer des sanctions qui flattent son orgueil, mais blessent logiquement ses propres intérêts.

Quelle leçon !

Paul LOUIS.

UNE IMPORTANTE DÉCLARATION DE M. SIMONS

Berlin, 15 mars. — A la fin de la séance d'hier du Reichstag, M. Simons a pris de nouveau la parole.

Nous ne résumons pas, dit-il, à secouer les chaînes du traité de Versailles, ou déclarant fièrement : « Vous avez violé le traité, il n'existe plus pour nous », car pour pouvoir déclarer cela, il faut avoir derrière soi la force et le ne suis pas l'homme à sacrifier encore une fois — en présence de l'énorme supériorité technique de nos adversaires, — notre jeune génération, échappée de la

guerre, à moins de nécessités extraordinaires. Interruptions des communistes : « Elle n'y tient pas non plus ». Je le crois bien, et c'est pourquoi je me sens obligé de satisfaire aux exigences des alliés sur les points où je ne considère comme s'imposant au point de vue politique extérieure, malgré la réputation intense que j'éprouve aussi.

On prévoit de nouveaux pourparlers

Le Journal de huit heures, à Berlin, croit savoir que de nouveaux pourparlers seront entamés à Paris entre la délégation allemande et les Alliés une semaine après Pâques.

Les difficultés du gouvernement

Berlin, 15 mars. — La presse de droite est extrêmement mécontente de M. Simons, en raison de son attitude dans la question du désarmement.

Le Lokal Anzeiger écrit :

M. Simons parle de plus en plus une langue que — il faut le proclamer loyalement — en Allemagne, on ne peut plus comprendre.

La Deutsche Tages Zeitung écrit :

M. Simons semble mettre la parole de l'Évangile en pratique : celui qui reçoit un soufflet sur la joue droite, doit tendre la joue gauche. Pourtant on nous a assez souffletés jusqu'à présent.

tant retardé en transmission, annonce qu'un important traité a été signé entre la Russie des Soviets et l'Afghanistan. Le traité prévoit qu'aucune des parties contractantes ne pourra conclure avec un autre gouvernement un accord qui serait préjudiciable à l'autre partie. Le droit de libre détermination est reconnu aux nations orientales. L'Afghanistan reconnaît l'indépendance de Boukharia et de Khiva, quelle que soit la forme de gouvernement que ces contrées choisissent. La Russie consent à fournir à l'Afghanistan de l'argent et l'aide technique nécessaire à son développement.

C'est le premier traité signé par le gouvernement actuel de l'Afghanistan.

LES GRECS SE PRÉPARENT A ATTAQUER LES TURCS

Constantinople, 15 mars. — Selon certains renseignements une offensive de l'armée grecque d'Asie Mineure semble se dessiner dans la direction de Eskikehir. On signale notamment un renforcement des troupes grecques d'Outchék et le départ pour le front du général commandant en chef Papoulas qui se trouve actuellement à Smyrne. — (L'Information).

Après le meurtre de Dato

Comment M. Allendo Salazar exploite l'attentat

Madrid, 15 mars. — (De notre correspondant particulier). — A la suite du meurtre de Dato, on a arrêté Munez Arenas et Torralba, bien qu'on ne puisse aucunement soupçonner ces deux socialistes d'être complices de l'attentat, mais leur crime est d'être les déicides partisans de la IIIe Internationale, seule organisation ouvrière que les gouvernements de tous pays considèrent comme périlleuse pour la bourgeoisie ; ils lui donnent par là un nouveau prestige.

L'impuissance syndicale d'Amsterdam, filiale de la ridicule Société des nations, s'est donnée en spectacle à l'occasion des persécutions contre les syndicalistes. Elle a protesté, il y a déjà quatre mois, auprès de notre gouvernement, mais celui-ci fit répondre par ses journaux, et par son délégué à Genève qu'il entendait rester seul maître et juge de ses actes en Espagne, et... la syndicale d'Amsterdam et de Genève en est restée là ; c'est un nouvel échec de ses méthodes gouvernementales et réformistes.

Nouvelles arrestations

Madrid, 15 mars. — Les journaux annoncent que la gendarmerie a opéré deux nouvelles arrestations, auxquelles on attache de l'importance. (Havas.)

ASSASSINAT DE TALAAT PACHA

Berlin, 15 mars. — La Gazette générale de l'Allemagne annonce que l'ancien grand-vizir Talaat pacha a été assassiné ce matin à Charlottenbourg par un étudiant arménien, qui a tiré sur lui un coup de revolver. La femme du grand-vizir a été grièvement blessée. Le meurtrier a été arrêté. — (Havas.)

La justice roumaine et les socialistes

Bucarest, 14 mars. — Le socialiste roumain Ghempet, condamné à cinq ans de bagne à l'occasion de la grève générale, a été gratifié de deux ans de prison supplémentaire pour avoir osé déclarer au commandant de la prison que le régime actuel de la Roumanie était mourant et pour avoir refusé de se soumettre à une corvée humiliante.

Il y aurait là, au dire des juges, un nouvel attentat contre la sûreté de l'État.

EN IRLANDE

Bataille de rues

Londres, 15 mars. — Au cours d'un raid de police auxiliaire qui a eu lieu hier soir à Dublin avec des autos blindées, des civils ont fait feu contre des agents. Ceux-ci ripostèrent et la bataille ainsi engagée dura plusieurs minutes. On annonce officiellement que, du côté des civils, il y a eu trois morts et plusieurs blessés. Un des assaillants a été fait prisonnier les armes à la main.

Du côté des agents, il y a eu 5 blessés, dont 2 grièvement. — (Radio).

Emeutés à Belfast

Hier, dans la nuit, il s'est produit des émeutes graves à Belfast, entre unionistes et nationalistes.

Au Parti ouvrier belge

Bruxelles, 15 mars. — Le conseil général du parti socialiste a voté une protestation contre « l'immixtion des ministres de France, de Belgique et du Luxembourg dans les grèves récentes ». La résolution réclame le rappel du représentant belge au Luxembourg.

Un débat a eu lieu ensuite sur l'attitude de la Belgique à la conférence de Londres. Deux thèses : désapprobation et approbation ont été développées.

LES DERNIERS SOUBRESAUTS DE LA CONTRE-RÉVOLUTION RUSSE

Moscou, 13 mars. — Les troupes soviétistes ont arraché aux mains des rebelles trois forts de Cronstadt.

On a trouvé dans les ruines de ces forts une grande quantité de matériel de guerre. Des incendies se sont déclarés dans la ville qui est couverte d'épais nuages de fumée. Suivant un communiqué de la légation soviétiste d'Helsingfors, le désaccord persiste dans les rangs des rebelles. L'infanterie est hostile aux contre-révolutionnaires et ne se laisse pas désarmer. Les réserves de provisions sont épuisées. La tentative d'envoyer de la côte finlandaise des troupes de secours s'est terminée par un échec.

La concentration des troupes d'assaut rouges vient d'être accomplie. La lutte peut s'engager à chaque moment.

Les derniers nouvelles de Cronstadt disent que le cuirassé Sébastopol manque totalement de charbon et que le Petro-pavlovsk n'en a que très peu.

Des déserteurs de Cronstadt racontent que les rebelles ont emprisonné tous les communistes, qui servent d'otages et doivent être fusillés en cas d'un soulèvement.

Hier, on a pu constater que plusieurs personnes débarquèrent en Finlande, venant de Cronstadt, et que d'autres firent le même trajet en sens inverse. Cela prouve que les rebelles sont en communication avec la Finlande.

Des aviateurs rouges ont entrepris de nouveau un vol sur Cronstadt. Ils furent attaqués, mais sans succès.

Une interview de Trotsky

Trotsky a donné sur les événements de Cronstadt l'interview suivante :

Les événements de Cronstadt, pour être compris, doivent être mis en relation avec notre situation intérieure et extérieure. Après plus de six ans de demi-guerre, les difficultés de notre condition économique sont universellement connues. Nos journaux donnent les chiffres qui les expriment. Nous n'estimons pas nécessaire de cacher la vérité ni aux travailleurs de notre propre pays, ni à nos amis ou à nos ennemis d'autres pays.

Il est naturel que les partis qui ont déjà eu l'occasion deux ou trois fois de manifester leur impuissance, essayent de renouer, en exploitant ces difficultés actuelles de la Révolution.

Je veux parler des socialistes révolutionnaires et des mao-chéviques. Ces partis sont incapables de jouer un rôle par eux-mêmes ; ils ne peuvent pas accéder au pouvoir, ils ne peuvent pas le garder, ils n'ont aucune base sociale solide, ils essaient seulement de jouer le rôle de l'écorce d'orange destinée, selon eux, à faire reboucher la classe ouvrière afin qu'elle suive la contre-révolution russe et étrangère se précipite sur elle de tout son poids.

Les ennemis plus sérieux du gouvernement soviétique, la fraction contre-révolutionnaire des anciens officiers et les agents directs de nos ennemis impérialistes ne se montrent pas encore, laissant provisoirement le terrain aux socialistes révolutionnaires et aux mencheviques.

Cette lutte balistique est notre avancée sur l'Occident. Au cours de ces deux dernières années, son personnel s'est fortement modifié. Les meilleurs éléments des marins ont été retirés et transportés dans d'autres sphères de travail. Ils ont été remplacés par des éléments nouveaux ; estoniens, lettons, finnois, qui ont considéré leur service comme une occupation temporaire.

Cet état et ce personnel instables ont créé un terrain favorable à la pénétration d'éléments nettement hostiles. Les événements se sont déroulés avec un certain méthode.

La masse des matelots formulait certaines exigences, ne dépassant pas celles qui ont été présentées et le sont encore par certaines fractions de travailleurs aux exigences du gouvernement soviétique. Ces exigences sont devenues la base d'action des socialistes révolutionnaires et, derrière eux, on a vu paraître les figures de la caste contre-révolutionnaire des officiers.

La grande masse de la population de Cronstadt gardait l'expectative sans se rendre compte de l'acuité du conflit.

Si un pareil événement s'était produit dans la Caspienne, sur la Volga ou à Moscou même, il aurait été sans difficulté liquidé de façon absolument pacifique.

Mais Cronstadt se trouve dans le golfe de Finlande, et par là grande route vers les États impérialistes. Rival s'est immédiatement rempli d'officiers blancs. Les chefs contre-révolutionnaires se sont dénichés de se mettre en liaison avec Cronstadt. Les directeurs du mouvement ont été eux-mêmes effrayés et se plaigèrent dans leur journal de l'influence grandissante des officiers contre-révolutionnaires. Mais il est déjà trop tard, il ne nous a pas été permis de garder plus longtemps une attitude passive devant les événements.

Il était trop évident que dès l'ouverture prochaine de la navigation, les contre-révolutionnaires emmenaient nos vaisseaux pour les livrer aux impérialistes, comme ils l'ont fait autrefois dans la Mer Noire.

Je ne doute pas que la mutinerie ne soit maîtrisée dans un court délai, bien qu'elle soit en possession d'une puissante artillerie.

Nos premiers coups tirés sur Cronstadt ont montré à sa garnison et à sa population qu'il s'agit d'une lutte armée contre le pouvoir des Soviets. Cela a suffi pour apporter la démoralisation dans la garnison. Cronstadt reviendra sous les drapeaux soviétistes et l'impérialisme mondial sera quitte pour une nouvelle désillusion.

Au Congrès communiste

Au congrès du parti communiste, Boukharia a traité de la question de la démocratie ouvrière dans le parti.

Il développe sa thèse en disant que les formes de l'organisation du prolétariat révolutionnaire doivent toujours s'adapter aux circonstances actuelles.

Dans la période de guerre, le travail du parti a pris un caractère militaire. Le Comité central donnait des ordres que les membres du parti étaient obligés d'exécuter. C'était le meilleur moyen pour assurer la victoire. Cela avait aussi des inconvénients.

L'initiative des membres du parti s'est trouvée trop limitée ; eux-mêmes, selon leurs fonctions différentes, se divisaient en plusieurs catégories. Ce qui a fait naître certaines inégalités provoquant du mécontentement et donnant lieu à des abus.

Les opérations militaires ayant été terminées, il s'agit maintenant de réorganiser la vie du parti.

La tâche principale consiste à relever le niveau intellectuel de ses membres, qui doivent être en mesure de collaborer activement à l'œuvre entreprise par lui. Les désaccords à l'intérieur du parti et la division en plusieurs catégories doivent cesser. Le parti doit réaliser les principes de la vraie démocratie ouvrière qui assure aux membres le droit de participer aux délibérations sur les travaux à accomplir sans leur laisser les mains au comité directeur quand il s'agit de prendre des mesures énergiques et rapides.

À la troisième séance, Staline, commissaire des minorités nationales, a exposé dans son rapport que toutes les nations vivant sur le territoire de la République fédérative des Soviets ont des droits égaux.

L'ancien régime avait opprimé les peuples allogènes de Russie. Ce régime oppresseur les avait privés de toutes conditions de développement économique, politique et intellectuel. Nous n'avons plus de nationalités privées de tout droit, mais l'héritage laissé par le tsarisme nous enlève sur nombre d'elles. Je veux parler de l'expropriation qui eut lieu en faveur des colons russes et cosaques. Il faut réparer cette injustice et donner de la terre aux peuples dépossédés par le tsarisme.

Staline montre ensuite l'incapacité de la société bourgeoise à résoudre la question des nationalités. Le seul État qui ait trouvé la solution de cette question, c'est la République soviétique. L'inégalité de droit n'existant plus, fait fait cesser l'illégalité de fait résultant de l'oppression nationaliste en faisant bénéficier toutes les nations de Russie du progrès accompli dans le domaine économique, politique et culturel.

L'anniversaire du 13 mars

Toute la Russie a fêté aujourd'hui le quatrième anniversaire de la chute du tsarisme. Des meetings et des concerts ont été tenus dans toutes les villes.

La fête a été très imposante à Moscou où les membres les plus éminents du parti communiste ont parlé dans de nombreuses réunions. — (Rosta.)

En Belgique aussi la police sévit contre les Communistes

Bruxelles, 15 mars. — Des perquisitions ont été opérées ce matin, au journal socialiste l'Exploité et chez Claire Racine, secrétaire du parti communiste de Belgique.

Au journal l'Exploité la police dit avoir saisi plus de 4.000 exemplaires d'ouvrages divers venant de France sans nom d'imprimeur, d'éditeur ou d'auteur.

Chez Claire Racine, la police déclare s'être emparée de la comptabilité du parti communiste. Elle fait grand bruit de la découverte, vraie ou fausse d'une correspondance en langue russe écrite sur du papier portant en français la mention « Soviets de Moscou. — Service de propagande à l'étranger. »

Claire Racine n'a pas été arrêtée.

Un candidat communiste à Leicester

Londres, 15 mars. — (Par téléphone.) — Le Parti communiste de Grande-Bretagne a décidé de présenter le camarade Gallacher, actuellement en prison, comme candidat à l'élection partielle de Leicester

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL ASSOCIATION

Calendrier

La Commission fédérale de Football Association a établi comme suit le calendrier des Championnats de France. Neuf clubs régionaux étaient engagés ; le tirage au sort a exempté Lyon.

3 avril 1921. — Seine contre Alsace-Lorraine ; Nord et Moselle contre Champagne ; Normandie contre Bretagne ; Nord contre Picardie.

17 avril 1921. — Demi-finale.

24 avril 1921. — Finale.

Ses matches se joueront sur le terrain des premiers nommés.

Pour tous renseignements s'adresser au camarade Laignel, 39, rue Lamarck, Paris (18^e).

AVIS TRÈS IMPORTANT

La Commission fédérale d'association se réunira ce soir à 21 heures, rue de Bretagne, 49.

Tous les joueurs et remplaçants de l'Équipe de France devant se rendre en Angleterre sont spécialement convoqués. Leur présence est indispensable.

AUX NAGEURS

Réunion de la Commission de natation ce soir à 21 heures, au siège du Club de Natation de France. Cette commission est appelée cette année à fournir un travail assidu, les camarades désirant faire partie de ce sport sont priés d'en aviser immédiatement le camarade M. de la Chapelle, 14, rue Sédaine, Paris. Ils pourront assister à la réunion de ce soir.

FOOTBALL ASSOCIATION Pools d'Encouragement

G.S.J. Jaurès contre Aulnay Villejuif exempté ; Malakoff contre Saint-Mandé ; Aubervilliers contre Sochaux.

Saint-Mandé (2) contre Annerville ; Sochaux (2) contre Mantes ; Villejuif (2) contre Mantes ; 13 heures ; Aubervilliers (2) contre Bouchers-Colleaux, 13 heures.

DEMANDES DE MATCHES

E.P.P. Pantin (basket ball féminin) équipes 1, 2 et 3 contre St-Ouen. Écrire à E. Bigourdan, 26, rue de Paris, St-Ouen.

C.S.S. St-Ouen (1) sur son terrain. Écrire à Sabourin, 3, rue de la Chapelle, à Saint-Ouen.

UN GRAND TOURNOI DE SIXTE

Nos amis du Stade de l'Étoile-Saint-Denis vont, tout à l'heure, donner, faire revivre une belle épreuve trop délaissée.

L'intérêt d'un tournoi de Sixte ne fait aucun doute pour personne.

Facilité aux clubs ne pouvant mettre onze joueurs en ligne, la possibilité de participer à des matches de football, en ne mettant que six joueurs que l'on peut trouver plus facilement.

C'est dans ce but que nos amis du S.D. Saint-Denis ont décidé de l'organisation d'un Tournoi de Sixte, ouvert à tous, qui commencera le premier dimanche de Mars, à 17 heures.

Nous donnons ci-après le règlement de ce tournoi.

Règlement de la Coupe « Georges Leroy »

I. — Le Stade de l'Étoile-Saint-Denis chaque année en compétition une Coupe de Sixte « Coupe Georges Leroy », ancien camarade du Club des sixte armées.

II. — Cette coupe se disputera sur le terrain du Stade de l'Étoile-Saint-Denis par élimination et repêchage.

III. — Elle sera en garde chaque année dans le club qui l'aura gagnée à charge à celui-ci de remettre au Stade 15 jours avant sa mise en compétition l'année suivante.

IV. — Elle appartiendra en toute propriété au Club qui l'aura gagnée 2 années consécutives ou 3 années consécutives.

V. — Chaque année, il y aura engagement de équipes qui lui semblera engager le nombre de joueurs étant de 6 joueurs est considéré de même façon que de 11.

VI. — Le règlement du jeu sera l'ancien règlement, engagements 10 francs pour la première équipe et 5 francs pour la seconde. Les engagements de la 2^e équipe, le mercredi suivant sont reçus des mains de Boulay, 29, rue de Paris, à Saint-Denis (Seine). Les cotisations de 27 francs par an.

Cette coupe se jouera probablement en 3 dimanches et commencera le 3 avril 1921.

UNE FÊTE A COURBOVOIE

Dimanche 20 mars, la Jeunesse Sportive de Courbovie donne à la salle des fêtes de la mairie, une fête sportive et artistique au bénéfice du club gymnastique de Courbovie. Le programme comprendra : concours de gymnastique, concours de chant, concours de poésie, concours de musique, concours de danse, concours de tir à l'arc, concours de tir au pistolet, concours de tir au fusil, concours de tir au revolver, concours de tir au fusil-mitrailleur, concours de tir au canon, concours de tir au mortier, concours de tir au lance-bombes, concours de tir au lance-roquette, concours de tir au lance-flamme, concours de tir au lance-gaz, concours de tir au lance-acide, concours de tir au lance-pierre, concours de tir au lance-éponge, concours de tir au lance-sable, concours de tir au lance-craie, concours de tir au lance-argile, concours de tir au lance-boue, concours de tir au lance-pierre, concours de tir au lance-éponge, concours de tir au lance-sable, concours de tir au lance-craie, concours de tir au lance-boue.

A L'UNITÉ SPORTS DE PARIS

Dans sa réunion l'U.S.P. a nommé son bureau pour 1921-22. Président : H. Dessens, vice-président : J. Thuyet, secrétaire : L. Pascal, trésorier : J. Simon.

Réunion tous les dimanches et samedis à 21 heures, au siège, 51, rue de Valenciennes.

CONVOICATIONS

Comité Régional de la Seine. — 21 heures, réunion de la commission administrative rue de Bretagne, 49.

C. S. A. S. — 20 heures, section féminine rue Bignon 24 ; 20 h. 30, commission culture physique, Boix, avenue Daumesnil, 94.

C. A. S. Equitation — 20 heures, section féminine, entraînement général.

C. A. S. Dionysien. — Au gymnase boulevard de Courcelles ; section féminine à 17 h. 30, section masculine à 20 heures.

J. O. S. Montrouge. — 20 h. 30, réunion chez Secrétaire rue Carvès, 1.

E. B. Sillanovis. — 20 heures, entraînement gymnastique municipal.

S. I. Saint-Denis. — Demain 20 h. 30, réunion des nageurs à la mairie, formation des équipes de natation.

Ouvriers S. C. — 20 h. 30, réunion de la commission administrative, boulevard National, 97.

Présence indispensable en vue de la Coupe de Travail.

U. S. Paris. — 21 heures, réunion mensuelle rue des Pyrénées, 51. Questions très importantes.

C. A. O. Lagny. — 20 h. 30, réunion salle Richer, rue du Font-de-Fus.

C. A. S. 17^e. — 20 h. 30, tous au gymnase rue La Condaminé, 30.

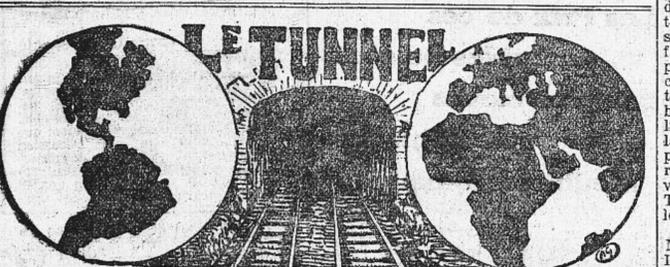
C. A. S. 18^e. — 20 heures, entraînement gymnase rue de la Sidrasson.

C. S. S. Saint-Ouen. — 20 h. 30, maison Radigue, rue Godillot ; Commission de cyclisme.

C. S. O. S. — 20 h. 30, permanence cité d'Angoulême, 5. Réunion mensuelle reportée à huitaine.

DECOLORÉZ vos vêtements avec le DECOLOR S. I. R. TENEZ-LES ensuite avec les SACHETS S. I. R. dans la teinture qui vous les rendra. Résultat parfait. EN VENTE PARTOUT. Gros : S. I. R., 4, rue Jusseau, LYON.

Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de la dernière bande du journal et de 1 franc en timbres-poste pour frais de réimpression.



Roman de Bernhard KELLERMANN Traduction de Cyril-Berger et Werner Klette

SIXIÈME PARTIE

IV — SUITE —

Puis ils pénétrèrent dans l'ascenseur qui fonctionnait. Ils passèrent à une vitesse vertigineuse devant les lampes à arc et les hommes leur firent l'effet de voler verticalement à leur rencontre. Une fois en bas, Ethel fut encore plus étonnée par les dimensions du gouffre. Là-haut, l'ouverture du tunnel faisait l'effet d'un minuscule portail noir. Des ombres gigantesques, des ombres de démons hauts comme des tours dansaient le long des parois.

Ethel revint au tunnel, l'esprit tout troublé, mais enchantée de sa visite. De retour chez elle, elle n'arrêta pas de raconter à son père tout ce qu'elle avait vu ; les schémas de Panama n'étaient rien en comparaison du tunnel !

Il y avait un luxe inouï dans la grande salle des fêtes de l'Atlantique, dans ce même hôtel dont les jardins suspendus avaient servi de cadre neuf ans auparavant au fameux meeting. La cérémonie défilait pendant trois jours la chronique américaine. Le « Sunday Mirror » détailla le trousseau d'Ethel. Deux cents paires de bottines ! Mille paires de bas de soie ! Le linge d'Ethel était inventorié de la façon la plus complète. Si Allan avait pris la peine de lire les journaux, il se serait rendu compte de la chance inespérée qu'il avait l'ancien garçon de cheval d'Uncle Tom en épousant une Ethel Lloyd dont les jarretelles étaient bordées de diamants.

Depuis bien des années, on n'avait vu à New-York une réunion aussi brillante. Il n'y manquait que le vieux Lloyd que sa misanthropie éloignait du monde. Il avait filé avec son médecin à bord de la Carpe d'Or.

Ethel était radieuse. Elle portait le Rosy Diamond et communiquait une éclatante impression de jeunesse et de bonheur.

Allan paraissait heureux lui aussi. Il plaisantait, il se forçait même à rire pour ne pas laisser croire qu'il s'était vendu. Il agissait dans un état de fièvre. Mais personne ne voyait à quel point il souffrait d'être obligé de jouer cette comédie. Il pensait à Maud, et le dégoût que lui inspirait sa conduite lui serrait la poitrine.

Et de cela non plus, personne ne se douta. A neuf heures, il se rendit en voiture avec Ethel à la maison de Lloyd, où ils avaient décidé d'habiter pendant les premières semaines. Il ne prononça pas un seul mot ; Ethel, du reste, n'essaya pas de rompre le silence. Allan était affaibli dans le fond de la voiture, épuisé de fatigue, regardant machinalement à travers ses paupières milices les milliers de lumières qui vibraient dans la nuit. Ethel voulut lui prendre la

main ; cette main était inerte et glacée ! A la trente-troisième rue, leur voiture fut arrêtée, et ils durent stopper une minute. Le regard d'Allan tomba alors sur une gigantesque affiche, où brillait en lettres rouges sang :

« Tunnel ! Cent mille hommes ! » Ses yeux s'ouvrirent tout grands, ses pupilles se dilatèrent, mais la lassitude qui le paralysait était telle qu'il n'eut pas la force de faire un mouvement.

Ethel avait fait éclairer la salle des gamblers ; elle pria Allan de lui tenir encore un peu compagnie.

REVUE COMMUNE SOCIALE

Le mouvement syndicaliste révolutionnaire

Travailleurs de la viande
Dans votre dernière assemblée générale, l'humanité moins une voix, vous avez décidé l'adhésion de votre syndicat au mouvement.

C.S.R. des P.T.T.
A tous les postiers.
Camarades, le groupe d'Études sociales des ambulants des P.T.T. de la ligne de l'Ouest vous a écrit à plusieurs reprises.

C.S.R. des transports en commun
Voilà la période périlleuse que nous vivons, il est indispensable que nous nous organisions sur des bases réellement révolutionnaires.

LES COMITÉS INTERSYNDICAUX
La réunion des délégués des comités intersyndicaux a eu lieu dimanche matin, au siège de l'Union des syndicats de la Seine, 33, rue de la Grange-aux-Belles.

Le Comité national de la Fédération des Métaux
Le comité fédéral des métaux s'est réuni dimanche et lundi. Dix-sept groupes étaient représentés.

Le chômage et les salaires dans l'habillement
Il était à prévoir que les industriels de l'habillement, si prompts à profiter de la hausse des matières premières, ne se résoudraient pas aisément à subir les mécomptes de la baisse.

COMMUNICATIONS
PARTI SOCIALISTE
Ecole du Propagandiste. — Le camarade qui, le 4 mars, a été nommé comme souscription à l'Ecole du Propagandiste, est invité à faire connaître son adresse.

COMMUNICATIONS
PARTI SOCIALISTE
Ecole du Propagandiste. — Le camarade qui, le 4 mars, a été nommé comme souscription à l'Ecole du Propagandiste, est invité à faire connaître son adresse.

COMMUNICATIONS
PARTI SOCIALISTE
Ecole du Propagandiste. — Le camarade qui, le 4 mars, a été nommé comme souscription à l'Ecole du Propagandiste, est invité à faire connaître son adresse.

COMMUNICATIONS
PARTI SOCIALISTE
Ecole du Propagandiste. — Le camarade qui, le 4 mars, a été nommé comme souscription à l'Ecole du Propagandiste, est invité à faire connaître son adresse.

CHEZ LES EMPLOYÉS Aux Magasins "Réaumur" Pour la "péréquation"

La crise de chômage qui sévit avec intensité dans diverses industries devait avoir fatalement sa répercussion dans le commerce, et notamment dans les magasins de vente petits et grands.

Le 4 mars, pour motif inconnu — économie ou provocation — le monte-charge est arrêté. Un chef oblige les vendeuses à descendre du 3^e étage au sous-sol, des grands paniers remplis de marchandises.

Le personnel n'a pas bronché lorsqu'il a connu le résultat de la protestation et une réunion faite à côté des magasins n'a obtenu que peu de succès.

Le 10 mars, pour motif inconnu — économie ou provocation — le monte-charge est arrêté. Un chef oblige les vendeuses à descendre du 3^e étage au sous-sol, des grands paniers remplis de marchandises.

AUX SERRURIERS
La tournée de propagande à la porte des ateliers se continuera aujourd'hui mercredi. Voici le lieu des réunions :

Aux Scieurs de pierre tendre
Nous signalons d'une façon particulière à l'attention de nos camarades, un certain ténacité pendant que les autres se résignent à l'exclusion de tout esprit de tolérance défini par le bureau fédéral.

Patrons et policiers
Cela se passait ces jours derniers à Saint-Ouen, dans une usine de la rue de Clichy. Un employé — à salaire mensuel — est renvoyé, il demande à toucher son mois.

COMMUNICATIONS
PARTI SOCIALISTE
Ecole du Propagandiste. — Le camarade qui, le 4 mars, a été nommé comme souscription à l'Ecole du Propagandiste, est invité à faire connaître son adresse.

COMMUNICATIONS
PARTI SOCIALISTE
Ecole du Propagandiste. — Le camarade qui, le 4 mars, a été nommé comme souscription à l'Ecole du Propagandiste, est invité à faire connaître son adresse.

DANS L'ENSEIGNEMENT LA VIE DU PARTI

Après les groupements d'instituteurs, voici que la Fédération nationale des professeurs de lycées de garçons et de l'enseignement secondaire féminin proteste à son tour contre la décision de la commission des finances du Sénat qui a prononcé la disjonction du projet de péréquation des traitements universitaires.

Le bureau de cette association a regretté que ce projet ait été faussement représenté comme un projet d'augmentation nouvelle alors qu'il n'est qu'un ajustement des traitements universitaires avec ceux des autres fonctionnaires.

LES TRAITEMENTS
M. le rapporteur du budget de l'enseignement a dit : « Si le ministre estime que deux traitements de 1^{re} classe sont excessifs pour l'importance d'une commune ou d'une école, à lui de déplacer ces maîtres et de les remplacer par un maître à 5.000 ou 6.000 francs. »

LES TRAITEMENTS
M. le rapporteur du budget de l'enseignement a dit : « Si le ministre estime que deux traitements de 1^{re} classe sont excessifs pour l'importance d'une commune ou d'une école, à lui de déplacer ces maîtres et de les remplacer par un maître à 5.000 ou 6.000 francs. »

LES TRAITEMENTS
M. le rapporteur du budget de l'enseignement a dit : « Si le ministre estime que deux traitements de 1^{re} classe sont excessifs pour l'importance d'une commune ou d'une école, à lui de déplacer ces maîtres et de les remplacer par un maître à 5.000 ou 6.000 francs. »

LES TRAITEMENTS
M. le rapporteur du budget de l'enseignement a dit : « Si le ministre estime que deux traitements de 1^{re} classe sont excessifs pour l'importance d'une commune ou d'une école, à lui de déplacer ces maîtres et de les remplacer par un maître à 5.000 ou 6.000 francs. »

LES TRAITEMENTS
M. le rapporteur du budget de l'enseignement a dit : « Si le ministre estime que deux traitements de 1^{re} classe sont excessifs pour l'importance d'une commune ou d'une école, à lui de déplacer ces maîtres et de les remplacer par un maître à 5.000 ou 6.000 francs. »

LES TRAITEMENTS
M. le rapporteur du budget de l'enseignement a dit : « Si le ministre estime que deux traitements de 1^{re} classe sont excessifs pour l'importance d'une commune ou d'une école, à lui de déplacer ces maîtres et de les remplacer par un maître à 5.000 ou 6.000 francs. »

LES TRAITEMENTS
M. le rapporteur du budget de l'enseignement a dit : « Si le ministre estime que deux traitements de 1^{re} classe sont excessifs pour l'importance d'une commune ou d'une école, à lui de déplacer ces maîtres et de les remplacer par un maître à 5.000 ou 6.000 francs. »

LA VIE DU PARTI

FROSSARD A MONTLUÇON
Montluçon, 15 mars. — Pour le cinquantième anniversaire de la Commune, la section de Montluçon (S.F.I.C.) avait organisé, lundi, une conférence dans la salle des Variétés.

LA PROPAGANDE A BONE
Notre délégué à la propagande, André Julien, a fait une belle campagne de propagande à Bone. Au théâtre municipal, devant des foules innombrables, il a traité un programme « féminisme » et la lèndemain un « programme municipal ».

PETIT COURRIER
Lille. — Vendredi prochain, salle des Sociétés Lilloises, 188 rue de Paris, fête commémorative de la Commune. Préndront la parole : Hélène Brion, Henri Lauridant, Paul Louis.

COMITÉ DE L'INSIGNE DES SOVIETS
Les camarades vendeuses et vendeurs sont convoqués pour demain soir, jeudi, à 20 h. 30, salle Garrigue, 20, rue Ordener (18^e Nord-Sud - Torcy).

FÉDÉRATION DE LA SEINE (S.F.I.C.)
Tous les mandats destinés à la Fédération de la Seine doivent porter le nom et l'adresse du camarade Dupont, trésorier de la Fédération de la Seine, 49, rue de Bretagne.

CONVOCATIONS
ORGANISATIONS CENTRALES
COMITÉ INTERSECTIONNEL DU 2^e SÉCTEUR. — Tous les membres du Comité, de même que les secrétaires et trésoriers de groupes et sections sont tenus d'assister à la réunion qui aura lieu ce soir, rue de Bretagne, 49, à 20 h. 30.

PARTI SOCIALISTE
3^e SECTION. — 20 h. 30, rue de Bretagne, 49 : La manifestation de Saint-Denis.
4^e SECTION. — 20 h. 30, rue de Joux, 4, chez Tsché.
5^e SECTION. — 20 h. 30, rue Gracieuse, 11.
6^e SECTION. — 20 h. 30, rue de Joux, 4, chez Tsché.

CONVOCATIONS
ORGANISATIONS CENTRALES
COMITÉ INTERSECTIONNEL DU 2^e SÉCTEUR. — Tous les membres du Comité, de même que les secrétaires et trésoriers de groupes et sections sont tenus d'assister à la réunion qui aura lieu ce soir, rue de Bretagne, 49, à 20 h. 30.

CONVOCATIONS
ORGANISATIONS CENTRALES
COMITÉ INTERSECTIONNEL DU 2^e SÉCTEUR. — Tous les membres du Comité, de même que les secrétaires et trésoriers de groupes et sections sont tenus d'assister à la réunion qui aura lieu ce soir, rue de Bretagne, 49, à 20 h. 30.

Parti Socialiste (S. F. I. C.) COMMISSION DE PROPAGANDE

Aujourd'hui mercredi, à 18 heures, réunion au siège du Parti, 37, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie.
Ordre du jour : Propagande du Groupe parlementaire.
Le secrétaire : VAILLANT-COUTURIER.

COOPÉRATIVES
U. D. C. (Groupement des Cercles). — A 18 heures, rue de l'Entreport, 43 : Réunion de la Commission du personnel.
2^e SECTION. — 20 heures, réunion de la sous-commission de la Caisse des Solidarités, boulevard Auguste-Blanqui, 94 ; 20 h. 30, assemblée générale du Cercle.

COMITE DE LA III^e
13^e ARRONDISSEMENT. — 20 h. 30, avenue de Choisy, 167 : Commission exécutive.
SAINT-OUEN. — 20 h. 30 : Etude des clauses du 1^{er} Congrès.
11^e ARRONDISSEMENT. — 20 h. 30, rue Poyflocq, 10.
PUTEAUX. — 20 h. 30, salle de la Revendication, rue Mars-et-Roty.

NECROLOGIE
Fédération du Livre. — Nous apprenons avec regret la mort de notre camarade et ami Patillot, typographe, décédé hier à la maison de retraite de La Rochevaux. C'est un bon militant qui disparaît à l'âge de soixante-quatre ans.

PETITES ANNONCES
Divers
Sera reconnaissant à la personne qui pourrait faire connaître l'adresse de Mlle ou Mme X., née Juliette Eisner. Ecrire Mme Auguste Catlin, 13, rue de la Gardemarie à Valdoie (Haut-Rhin).

PETITES ANNONCES
Divers
Sera reconnaissant à la personne qui pourrait faire connaître l'adresse de Mlle ou Mme X., née Juliette Eisner. Ecrire Mme Auguste Catlin, 13, rue de la Gardemarie à Valdoie (Haut-Rhin).

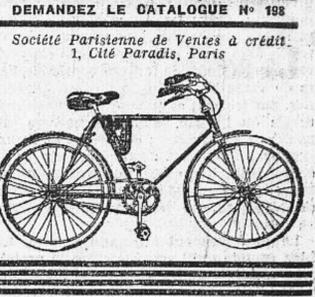
PETITES ANNONCES
Divers
Sera reconnaissant à la personne qui pourrait faire connaître l'adresse de Mlle ou Mme X., née Juliette Eisner. Ecrire Mme Auguste Catlin, 13, rue de la Gardemarie à Valdoie (Haut-Rhin).

PETITES ANNONCES
Divers
Sera reconnaissant à la personne qui pourrait faire connaître l'adresse de Mlle ou Mme X., née Juliette Eisner. Ecrire Mme Auguste Catlin, 13, rue de la Gardemarie à Valdoie (Haut-Rhin).

PETITES ANNONCES
Divers
Sera reconnaissant à la personne qui pourrait faire connaître l'adresse de Mlle ou Mme X., née Juliette Eisner. Ecrire Mme Auguste Catlin, 13, rue de la Gardemarie à Valdoie (Haut-Rhin).

12 Mois de Crédit

CYCLES -- COURSES ET TOURISME -- PHONOGRAPHES MACHINES A COUDRE BATTERIES DE CUISINE MONTRES



UN SERVICE D'ORDRE
a dû être établi pour protéger les magasins de Valenciennes. Le roi des Caoutchoucs contre la foule sans cesse croissante venant acheter le RAGLAN à 115 FRANCS

THEATRES
THEATRE ANTOINE. — Demain jeudi 17 mars, à 20 h. 30, répétition générale de la Bataille, de Pierre Frémaux, pièce en trois actes, tirée du roman de Barrault. Vendredi à 20 h. 30, première représentation. Lundi 21, gala au bénéfice de la Maison du Grand Musée.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT
Reprise du Service quotidien rapide de nuit et de la Fédération des Services de jour entre Paris et Londres. Départ de Paris-Nord à 21 h. 55, arrivée à Londres-Victoria à 21 h. 55.

Pour embellir « La MAISON DU TRAVAILLEUR »
Les meubles d'Art de Francis Jourdain
Ces meubles ont été dessinés et exécutés pour remplacer les meubles incommodes et laids vendus par des commerçants qui n'ont aucune préoccupation esthétique.



CHAMBRE A COUCHER
Un lit largeur 1m35, une armoire hauteur 1m97, une table de nuit, deux chaises. Le tout en chêne ciré. Prix : 1.140 francs.

ILS SONT AGREABLES A VOIR. Ils sont commodes. Ils sont solides.
Ces prix s'entendent au comptant, meubles pris en magasin, emballage et port à la charge de l'acheteur.